

# Séparer la bonne graine de l'ivraie

Le 3 août 2005 une page de l'histoire de la Mauritanie est tournée. Un coup d'Etat porte au pouvoir une vingtaine d'officiers de l'armée qui se constituent en CMJD (Conseil militaire pour la Justice et la Démocratie). Les premiers communiqués sont rassurants: une ère nouvelle s'ouvre. La composition du conseil suscite bien des interrogations. Mais l'important est qu'il est mis fin à un régime qui, pour être aujourd'hui qualifié d'autoritaire et d'arbitraire n'en était pas moins reconnu hier par la communauté internationale, et défendu à l'intérieur par bien des mauritaniens.

La réaction des populations au changement à la tête de l'Etat en dit long pourtant, sur la manière dont le peuple percevait ses "maîtres". Les citoyens sincères, les patriotes honnêtes, ont tous ressenti au fond d'eux-mêmes un véritable soulagement en apprenant la nouvelle. Ils n'ont pas pu cacher leur joie d'autant que le tout s'est effectué en douceur, sans effusion de sang, sans violence. La sortie du tunnel dans de telles conditions était tellement inespérée que d'un seul coup, des hommes jusque là perçus comme des piliers du système déchu, devenaient à leurs yeux des anges, des libérateurs à qui on pouvait tout pardonner du seul fait qu'ils ont rompu avec l'ancien régime.

On soupçonne pourtant que le putsch n'était pas motivé par le seul patriotisme qui se serait subitement imposé à ses auteurs. Il y

a certainement eu une part de ce fameux instinct - très humain du reste - de survie, chez nos officiers dont certains n'étaient plus à l'abri des humeurs imprévisibles d'un chef solitaire et inflexible. D'autant que de sources généralement assez bien informées, il semble que la "cravache aveugle" du désormais ancien président était sur le point de frapper.

Aujourd'hui que le long règne de Taya a pris fin, et qu'il se trouve loin de son pays avec sa famille, ce serait tout de même injuste de lui imputer toutes les dérives de ces vingt et une dernières années. Taya était le chef de l'Etat puis le président de la République. Mais il n'était pas le seul. Il avait autour de lui des collaborateurs qui ont leur part de responsabilité dans la politique qui a mené son régime à l'impasse. Il était en même temps que son peuple l'otage d'une partie de son entourage. Il ne sert à rien d'en vouloir à la communauté internationale qui a "cautionné" les hold-up électoraux de 1992, 1997 et 2003. Mais il n'est pas vain de rappeler que pour se maintenir au pouvoir Ould Taya a bénéficié de la complaisance et de la complicité de l'administration, de l'armée et de politiciens sans scrupules pour qui les intérêts personnels et immédiats passaient avant l'intérêt du pays et du peuple. Des hommes sans scrupules et à la vue courte qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas s'inscrire dans une perspective et comprendre que le régime qu'ils

servaient et dont ils se servaient n'était pas éternel. Pendant que les citoyens honnêtes, les patriotes sincères constataient impuissants, la dégradation politique, sociale et économique de leur bien le plus précieux (la Patrie), d'autres profitaient du système et s'enrichissaient sans vergogne sur le dos du peuple. En fait, ils croyaient s'enrichir. Car en participant activement à la destruction de leur pays, ils contribuaient directement et activement à l'appauvrissement de segments de plus en plus importants de la population, compromettant dangereusement la seule ressource du pays qui vaille: la ressource humaine. Ils ont constitué une sorte d'état occulte qui tirait les ficelles et qui trompaient le peuple et le chef.

Ces mauritaniens sans scrupules sont aujourd'hui encore au devant de la scène et sont souvent les pourfendeurs les plus virulents d'un régime dont ils ont largement profité et qu'ils ont contribué à instaurer. Il ne faut pas s'indigner de leur comportement. De ces gens là, on ne peut attendre mieux. Mais le CMJD ne doit pas être dupe. Le peuple non plus. De même que l'élite qui jusque là a refusé de se compromettre, et qui a été marginalisée pendant trop longtemps pour cette raison.

Le pays a perdu trop de temps. Il est temps de songer à rattraper le retard. Pour cela il faut des hommes intègres et non cette race d'opportunistes versatiles qui retrouvent la raison par mi-

racle et s'improvisent démocrates et défenseurs des droits de l'homme...

Quelles qu'en soient les motivations le coup d'état, ouvre de nouvelles perspectives pour le peuple. La junte militaire n'aura pas rempli sa mission si dans la

phase de transition, elle ne sépare pas la bonne graine de l'ivraie. Sans cela, il sera difficile de mettre en place des institutions véritablement démocratiques qui ne laissent aucune place aux preneurs d'otages.

Djigo Aboubakry